



Mairie de Quetigny

Place Théodore-Monod - 21800 Quetigny - tél 03 80 48 28 30

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE ET PRECAIRE

ENTRE :

- La commune de Quetigny, représentée par son maire en exercice, Monsieur Rémi DETANG, dûment habilité par délibération du 9 juin 2020,

d'une part,

ET :

- L'Association Ouverture Rencontres Evolution représentée par son Président dûment habilité, Monsieur Amine FARSI, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le siège social est 3 Allée des Jardins à QUETIGNY 21800.

ci-après dénommée « l'association » ou « le preneur »

d'autre part.

Préalablement, il est exposé :

Depuis bientôt presque trente ans, l'Association ORE œuvre à Quetigny pour faire vivre ses statuts grâce à des actions autour du soutien scolaire pour les collégiens et les lycéens ainsi que sur la pratique de l'outil informatique par la jeunesse de Quetigny ainsi que les publics adultes notamment en difficulté.

Dans ce contexte et pour une meilleure organisation générale, la commune a donc proposé à l'association de déménager son bureau et ses activités à l'Espace Francis Moulun depuis l'été 2018.

Il apparait que les locaux mis à disposition répondent correctement aux besoins de l'association, il est proposé de reconduire cette mise à disposition

La présente convention définit les modalités de l'occupation des salles mises à disposition à titre précaire et révocable, ainsi qu'une parcelle de terrain à l'extérieur du bâtiment.

Elle se substitue dans son intégralité à la précédente convention d'occupation.

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM21-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : DESIGNATION DES LOCAUX

La Ville de Quetigny met à la disposition du preneur, à titre précaire et révocable, des locaux et un espace extérieur situés à l'Espace Francis Moulun, 3 allée des jardins à Quetigny 21800, tels que décrits et indiqués dans l'état des lieux d'entrée (**plan annexé**), à savoir :

- 1 Bureau-Salle de travail (Espace N°11 sur plan annexé)
- 1 Salle Informatique (Espace N°19 dénommé Centre Informatique Municipal sur plan annexé)
- 1 espace extérieur délimité (plan annexé)

Le preneur déclare en avoir une parfaite connaissance pour les avoir vus et visités et les accepte en l'état.

Ces locaux seront utilisés par le preneur à temps complet. Les horaires de présence dans les locaux doivent être en adéquation avec l'usage pour lequel ils sont mis à disposition.

Ces locaux pourront être occupés pendant les plages horaires disponibles par un autre preneur désigné par l'autorité signataire de la présente convention.

Dans le cadre de ses activités : soutien scolaire, stages ; l'Association pourra disposer d'autres locaux en accord avec les autres associations occupantes.

Dans le cas du partage ou de la mutualisation des locaux, les occupants en disposeront solidairement, c'est-à-dire qu'ils seront responsables des dommages subis et supporteront le coût des travaux à réaliser consécutivement à ces dommages.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente autorisation d'occupation qui prendra effet le 1^{er} janvier 2024 est conclue pour une durée égale au Contrat d'Objectifs entre la Commune et l'Association soit jusqu'au 31 décembre 2026.

La reconduction ne pourra être tacite et devra être expressément consentie par la Ville de Quetigny.

Au moins quatre mois avant la date d'échéance soit avant le 31 août 2026, l'association adressera par lettre recommandée avec accusé de réception une demande écrite de reconduction. A défaut de cette demande, la Ville de Quetigny considérera que l'association ne souhaite pas se maintenir dans les lieux qu'elle devra quitter à la date d'échéance.

Lors de la demande de renouvellement, l'association devra joindre les rapports moraux et financiers justifiant de ses activités sur la période achevée ainsi que ses projets pour la prochaine période afin de permettre à la Ville de Quetigny d'apprécier l'opportunité du renouvellement de la convention.

Document communiqué en vertu de la loi n° 2016-1312 du 24 octobre 2016
02-F-212105153-102-00626-DG21061024CM21-DE
Date de transmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

En outre, la Ville de Quetigny pourra, si elle le souhaite, entreprendre une visite des locaux pour établir le bilan de l'occupation et à cette fin pourra se faire préciser l'usage, faire le point des activités pratiquées, de la fréquence de l'occupation et établir un état des lieux. Ces différentes données seront confrontées aux éléments disponibles lors de l'entrée dans les lieux.

Compte tenu des éléments recueillis, la Ville de Quetigny peut choisir de ne pas renouveler la convention, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard le jour de l'échéance. Un délai de trois mois sera alors accordé pour que l'association quitte les lieux. Durant cette période, l'association devra respecter les clauses et conditions de la présente convention.

Elle ne pourra prétendre à aucune indemnité ou relogement et mise à disposition d'un autre terrain.

ARTICLE 3 : CARACTERE DE LA MISE A DISPOSITION

La présente autorisation d'occupation ne confère au preneur aucun des droits reconnus aux locataires d'immeubles à usage commercial ou d'habitation, tant par les règles du Code civil que par la législation sur les loyers.

Le preneur devra occuper personnellement les lieux mis à sa disposition conformément aux articles 1728 et 1729 du Code Civil, sans pouvoir céder son droit d'occupation à quiconque, même temporairement et sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, notamment par prêt, sous-location ou cession.

La présente mise à disposition est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 : DESTINATION

Elle ne pourra y exercer que les activités définies à l'article 1 et dans les statuts de l'association à l'exclusion de toute autre activité et dans le respect des stipulations de l'article 11 de la présente convention.

Si l'association envisage de recevoir du public dans les locaux, elle devra s'assurer, au préalable, de la compatibilité de l'accueil du public avec la destination du local au regard notamment des règles du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public du 25 juin 1980 modifié.

ARTICLE 5 : REDEVANCE, CHARGES, PRESTATIONS, IMPOTS ET TAXES

La Ville prendra en charge toutes dépenses liées à l'énergie (eau, électricité, chauffage...).

En outre, l'association fera son affaire de l'ensemble des frais relatifs à l'installation, à l'ouverture des comptes, aux abonnements et aux consommations de ses réseaux téléphoniques et informatiques.

Accusé de réception en préfecture
02-121-0184-002-16626-019-2024-00005
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Toute construction sur le terrain mis à disposition est à la charge exclusive de l'association.

D'une manière générale, même en cas d'occupation multiple des locaux attribués, l'association supportera toutes impositions ou charges nouvelles, créées ou à créer, en cours d'exécution de la présente convention.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'OCCUPATION DES LOCAUX ET DE L'ESPACE EXTERIEUR

L'association s'engage à satisfaire les obligations ci-après indiquées et à les porter à la connaissance des personnels et des membres de son association par voie d'affichage sur le site.

-capacité d'accueil des locaux :

L'association veillera à limiter impérativement le nombre de personnes (membres de l'association et visiteurs) présentes simultanément dans les locaux conformément aux consignes de la Commission de sécurité ou du règlement intérieur s'il existe.

-cheminement :

Les responsables de l'association doivent s'assurer de la vacuité et de la permanence des chemins d'évacuation jusqu'à l'extérieur.

La ville prend à sa charge le contrôle des éclairages de sécurité.

-consignes incendie :

L'association devra prendre connaissance des consignes incendie affichées dans les locaux et les appliquer en cas de nécessité.

La ville se charge du contrôle annuel de ce matériel.

-moyens de secours :

L'association s'engage à respecter le matériel éventuellement mis à disposition (extincteurs, consignes, plans d'évacuation), à ne pas le déplacer, ni à l'utiliser à des fins autres que celles prévues initialement.

Elle s'engage à avertir immédiatement la Ville de Quetigny en cas d'utilisation (exemple : départ de feu avec utilisation d'extincteur) ou de constat de détérioration.

-formation du personnel de l'association à la sécurité incendie :

Conformément à la réglementation en vigueur, les responsables devront former ou faire former l'ensemble du personnel à l'utilisation des moyens de secours et à l'évacuation.

-registre de sécurité :

Un registre de sécurité est mis à la disposition afin que l'ensemble des interventions techniques, administratives et réglementaires soient consignées. Le responsable de l'association le met à disposition des entreprises de maintenance et des services municipaux.

- propreté des locaux :

L'association assure elle-même l'entretien des locaux attribués. En cas d'occupation multiple, les associations s'accordent entre elles pour assurer cet entretien.

Dans le cadre du partage des frais de ménage attenants à la propreté de l'Espace Francis-Moulun, l'Association s'engage à régler, annuellement, sa quote-part au Centre Social La Passerelle.

Celui-ci aura à sa charge 50% du salaire de la personne responsable de l'entretien.

De ce fait, l'Association s'engage à régler à celui-ci 10% de cette somme. Ce montant prend en compte la part des produits d'entretien.

-élimination des déchets et des encombrants :

L'association sera tenue de trier les déchets qu'elle aura générés et fera son affaire de leur dépôt dans les dispositifs prévus à cet effet et selon les règles en vigueur.

En outre, elle est chargée de procéder à ses frais à l'évacuation des encombrants au fur et à mesure de leur constitution. La Ville de Quetigny pourra s'assurer, à tout moment, du respect de cette disposition.

-entretien des parties communes :

L'association veillera au bon entretien des espaces communs conformément au règlement intérieur, s'il existe. En son absence, l'association s'accordera avec les occupants présents pour maintenir en parfait état de propreté les parties communes.

-espace extérieur :

L'association veillera au bon entretien des abris (abri de jardin, serre) et auto-constructions qu'elle est autorisée à édifier, dans le strict respect des dispositions des articles 8.2 et 8.3 suivants.

Elle veillera à la propreté de leurs abords, qui ne devront pas être des lieux de dépôts (matériels, gravats, ...).

L'association ne stockera pas de produits dangereux, ni potentiellement polluants dans les constructions qu'elle réalisera.

ARTICLE 7 : INFORMATION DE LA VILLE

L'association fournira à la Ville, avant le 15 février de chaque année tous éléments de nature à attester de l'utilisation effective des locaux et du respect de leur destination conformément aux dispositions des articles 1 et 3, tels que rapport moral, financier, etc...

L'association s'engage à informer la Ville des éventuelles modifications des activités qu'elle est censée mener dans les locaux mis à disposition ou dans ses statuts.

ARTICLE 8 : TRAVAUX

Article 8.1 - Réparations et améliorations

Un état des lieux contradictoire sera effectué lors de la mise à disposition des locaux et au départ de l'association qui devra les restituer tel que décrit dans l'état des lieux.

En cas d'occupation multiple, cet état des lieux sera transmis à toutes les associations occupantes.

L'association aura la charge des réparations locatives, c'est-à-dire celles définies par le décret n°87-712 du 26 août 1987 – article 1 : « Sont des réparations locatives les travaux d'entretien courant, et de menues réparations, y compris les remplacements d'éléments assimilables aux dites réparations, consécutifs à l'usage normal des locaux et équipements à usage privatif. Ont notamment le caractère de réparations locatives les réparations énumérées en annexe au présent décret ».

En cas de détérioration accidentelle consécutive à l'une des causes assurées au titre de l'article 8 ci-dessous, l'association devra déclarer le sinistre à l'assureur concerné et prévenir immédiatement la Ville. La remise en état pourra être effectuée par la Ville de Quetigny aux frais de l'association occupante.

Dans le cas d'occupation multiple, l'association responsable de dégradation supportera seule le coût des réparations. Ce coût sera partagé entre les associations dans le cas où l'origine des dégâts ne serait pas connue.

L'association devra aviser immédiatement la Ville de Quetigny de toute réparation à la charge de cette dernière dont elle serait à même de constater la nécessité sous peine d'être tenue responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

L'association devra déposer, à ses frais et sans délai, tous coffrages ainsi que toutes installations qu'elle aurait faites et dont l'enlèvement sera utile pour la recherche et la réparation des fuites de toute nature, de fissures dans les conduits de fumée ou de ventilation, notamment après incendie ou infiltrations et en général pour l'exécution de tous travaux.

Article 8.2 - Travaux et transformations

L'association ne pourra effectuer aucune démolition, construction, ni aucun changement de distribution, cloisonnement, percement d'ouverture, si ce n'est avec le consentement préalable et écrit de la Ville de Quetigny.

Accusé de réception en préfecture
02/04/2024 15:59:40 - 2024-D02-00229-0002 - DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception en préfecture : 27/06/2024

Elle devra, si le bâtiment le nécessite, veiller à respecter l'ensemble des prescriptions architecturales qui pourront lui être demandées.

Cette disposition s'applique par ailleurs pour les abris et auto constructions qu'elle réalisera sur l'espace extérieur mis à disposition.

Sauf avis contraire de la Ville, et en accord avec l'association, lors de son départ, l'association devra enlever les installations effectuées sans causer de détériorations aux locaux et terrain mis à sa disposition, à charge pour elle de remettre les lieux dans l'état où elle les aura reçus. Faute d'exécuter les travaux de remise en état, ceux-ci seront effectués par la Ville et lui seront facturés.

Dans l'hypothèse où l'association n'aura pas, de son propre chef, déposé les embellissements, améliorations et installations réalisés, ceux-ci deviendront la pleine propriété de la Ville sans qu'elle puisse prétendre à indemnité.

Article 8.3 - Conditions d'exécution des travaux

Dans les cas visés aux articles 8.1 et 8.2 précités, aucun travaux intérieurs ou extérieurs ne pourra être engagé sans le consentement préalable et écrit de la Ville de Quetigny.

8.3.1. Cas des locaux mis à disposition

L'association souffrira quelque gêne qu'ils lui causent, les réparations, reconstructions, surélévations et travaux quelconques qui seront exécutés dans l'immeuble et cela sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, quelles qu'en soient l'importance et la durée, ni à un autre local de substitution.

En cas d'autorisation, les travaux devront être exécutés sous la surveillance de la Ville de Quetigny.

A la fin des travaux, l'association en informera la Ville de Quetigny afin qu'elle puisse vérifier la conformité par rapport au projet initial et réaliser un nouvel état des lieux. Selon la nature des travaux, la Ville pourra demander une attestation de conformité réglementaire et technique.

8.3.1. Cas du terrain mis à disposition

L'association assurera l'entière responsabilité de la construction d'abris et auto constructions sur la parcelle mise à disposition.

A ce titre, elle veillera à ce qu'elles respectent tant les réglementations techniques, qu'urbanistiques (PLUiHD notamment) en vigueur.

En l'absence des autorisations réglementaires requises ou, en cas de non obtention desdites autorisations, les installations réalisées devront être démontées dans un délai de 3 mois.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

Chaque année, l'Association adressera à la Ville une attestation d'assurance actualisée pour les lieux attribués et pour la durée de l'occupation contre les risques ci-après énoncés :

-responsabilité civile ;

-risques locatifs :

-incendie, explosion et risques annexes

-dégâts des eaux et gel des installations

-recours des voisins et des tiers.

L'attestation devra mentionner les abris et auto constructions réalisées.

L'obligation d'assurances cesse lors du départ de l'association, après que les services municipaux aient constatés le déménagement et récupérés les clés.

En cas de sinistre dans les lieux occupés, l'association en informera immédiatement la Ville de Quetigny, par téléphone, même en l'absence de dégâts apparents en indiquant le lieu, l'heure et les circonstances du sinistre et prendra lui-même les mesures d'urgence propres à circonscrire les dégâts. L'association confirmera par écrit la situation et produire, si besoin, les documents nécessaires aux compagnies d'assurances.

L'association sera tenue d'effectuer des déclarations à sa propre compagnie d'assurances dans le cas de sinistre en dégâts des eaux, entrant dans le cadre de la Convention « CIDRE ».

ARTICLE 10 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES, TECHNIQUES ET AUTRES

L'association devra se conformer à toutes les prescriptions, règlements, ordonnances, normes en vigueur, notamment en ce qui concerne la réglementation concernant les établissements recevant du public, la salubrité, l'hygiène, le voisinage, la police, la sécurité, de façon que la Ville de Quetigny ne puisse être inquiétée, ni sa responsabilité recherchée.

En outre, l'association s'engage à respecter les dispositions particulières du règlement intérieur s'il existe.

L'association devra respecter les principes de tolérance et de non-discrimination nécessaires à l'organisation de toute société démocratique. Elle ne pourra exercer d'activités sectaires, extrémistes ou de nature à créer des troubles à l'ordre public.

ARTICLE 11 : RESPONSABILITES DES PARTIES

Article 11.1 – Réclamation des tiers ou contre les tiers

L'association fera son affaire personnelle à ses risques, périls et frais, sans que la Ville de Quetigny puisse être inquiétée ou sa responsabilité recherchée, de toutes réclamations faites par les voisins et les tiers, notamment pour bruits, troubles de voisinage ou de jouissance causés du fait de son occupation par elle ou par des personnes qu'elle aura introduites ou laissé introduire dans les lieux.

Article 11.2 – Responsabilité de la Ville

La Ville de Quetigny n'est pas responsable du vol, des détournements ou détériorations pouvant survenir aux biens introduits par l'association ou les associations hébergées quel que soit le lieu de dépôt (intérieur ou extérieur).

L'association doit se prémunir contre ces risques en prenant toute précaution convenable, telle que verrouillage des meubles, fermeture des locaux privatifs...

ARTICLE 12 : VISITE DES LIEUX

L'association devra laisser les représentants de la Ville de Quetigny, ses agents et ses entrepreneurs pénétrer dans les lieux pour visiter le site et réparer si besoin l'immeuble.

La Ville se réserve le droit de pénétrer dans les lieux, en dehors de la présence des membres de l'association, pour toute intervention qui s'avérerait indispensable ou urgente et relative à la sécurité des personnes et des biens.

ARTICLE 13 : INTERDICTIONS DIVERSES

Il est interdit :

- de procéder à des modifications dans les circuits de distribution électrique, de surcharger les réseaux, d'ajouter notamment des prises électriques et des multi-prises ;
- d'utiliser les locaux à des fins de stockage ou d'archivage de documents ou de matériels ou de stocker des archives en dehors des locaux désignés par la Ville de Quetigny. Il convient en outre de limiter le potentiel calorifique ;
- de stocker des matières comburantes ou inflammables ou des pièces pyrotechniques ou bien encore de stocker et d'utiliser des produits explosifs, toxiques ou liquides inflammables classés en première catégorie conformément à la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relatives aux installations classées ;
- de faire supporter des charges incompatibles avec la résistance du bâtiment ;

- de déroger aux règles régissant la sécurité et l'accueil du public ;
- de faire usage d'appareils à combustion lente ou produisant des gaz nocifs ;
- de procéder à toute modification ou installation de gaz ou d'introduire des bouteilles de gaz, vides ou pleines dans les locaux ; d'entreposer et d'utiliser des appareils fonctionnant à l'éthanol ou bien encore d'employer des flammes nues et des sources d'étincelles ;

ARTICLE 14 : DESTRUCTION DES LIEUX MIS A DISPOSITION

Si les lieux mis à disposition viennent à être détruits en totalité, la présente convention sera résiliée de plein droit sans indemnité.

Elle pourra également être résiliée sans indemnité à la demande de l'une ou l'autre des parties en cas de destruction partielle.

Dans les deux cas, la Ville de Quetigny conserve ses droits éventuels contre l'association si la destruction peut être imputée à cette dernière.

ARTICLE 15 : REMISE DES CLES ET RESTITUTION DES LOCAUX

Des clefs seront remises à l'Association qui prend la responsabilité de les transmettre aux personnes qu'elle a désignées pour accéder aux différentes salles du bâtiment.

L'association porte la responsabilité de l'ouverture et de la fermeture des portes des locaux ainsi que du portail et portillon extérieurs.

L'association ne peut ni changer de serrure, ni installer de nouvelles serrures ou verrous sur la porte du local sans accord préalable de la Ville. En cas de perte de clé, l'association devra informer l'autorité municipale compétente qui se chargera de procéder au remplacement de la serrure aux frais de l'association.

L'association sera tenue de rendre les clés à la Ville lors de l'expiration ou de la résiliation de la présente convention. L'association s'engage à remettre les locaux et le terrain en bon état d'entretien et à les restituer libres d'occupation. Le décompte des charges éventuellement dues sera arrêté à la date de remise des clés.

ARTICLE 16 : INTERRUPTION DANS LES SERVICES COLLECTIFS

La Ville de Quetigny ne pourra pas être tenue responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service analogue extérieur à l'immeuble

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG-27062024CM21-DE
Date de réception préfecture : 27/06/2024

ainsi que de tous problèmes inhérents au fonctionnement des réseaux téléphoniques et informatiques . Elle n'est pas tenue au surplus de prévenir l'association des interruptions.

ARTICLE 17 : RESERVE DE JOUISSANCE

Si le local s'avère sous utilisé par l'association, la Ville se réserve la possibilité de l'affecter à une autre association.

La Ville de Quetigny pourra en outre attribuer d'autres locaux que ceux initialement mis à disposition, sans que l'association puisse s'y opposer.

Dans ces hypothèses, l'association ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 18 : RESILIATION

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés par la Ville de Quetigny, la convention sera résiliée de plein droit à l'issue d'un délai de 15 jours suivant mise en demeure non suivie d'effets dans les cas suivants :

- non-exécution de tout ou partie des obligations mises à la charge de l'association, tant par la convention et son annexe, que par le règlement intérieur, s'il existe ;
- utilisation non conforme aux activités définies à l'article 1 ou aux statuts

En outre, la convention pourra être résiliée par la Ville à tout moment :

- a) si l'association cessait d'utiliser les locaux ou d'en avoir besoin, quelle qu'en soit la cause, notamment si cette dernière est dissoute ou bien encore dans le cas où serait mise en œuvre une procédure amiable ou judiciaire de prévention ou de règlement des difficultés de l'association ;
- b) si, pour une raison ou pour une autre, la Ville de Quetigny avait besoin des locaux et du terrain ; dans ce cas, l'association sera avisée trois mois à l'avance.
- c) si l'association déroge à ses statuts.

Dans tous les cas, la résiliation n'ouvre aucun droit à indemnité ou à attribution de nouveaux locaux ou d'un autre espace extérieur pour l'association.

La résiliation du fait de l'association n'ouvre pas droit à indemnité.



Mairie de Quetigny

Place Théodore-Monod - 21800 Quetigny - tél. 03 80 48 28 30

ARTICLE 19 : AVENANT

Toute modification de la présente convention pourra faire l'objet d'un avenant partie intégrante des présentes.

ARTICLE 20 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

La présente convention est exonérée des droits de timbre et d'enregistrement.

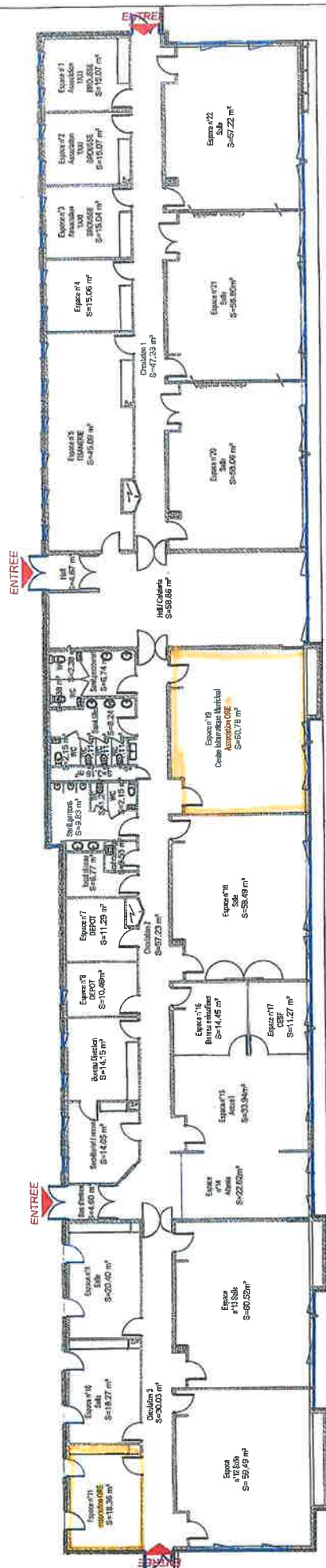
Fait à Quetigny, le
(en double exemplaire)

Pour l'association ORE,

Pour la Ville de Quetigny,

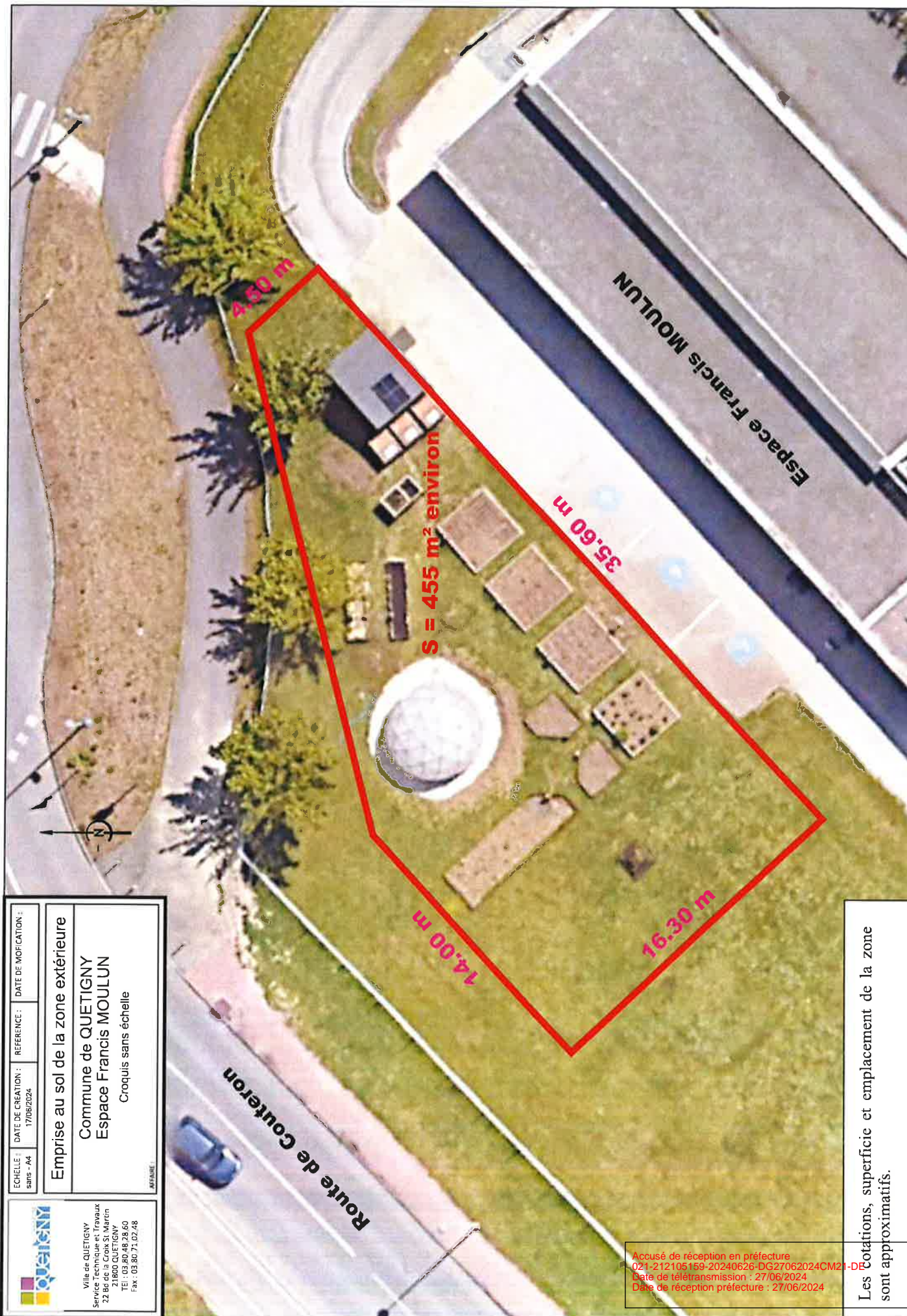
Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM21-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Association ORE



Lieu: Espace François Moulun RDC
 Batiment: 3 Allée des Jardins
 Adresse: 961.57m² Surface annexe:
 Surface propre: 961.57m²
 Echelle: 1/200ème
 Réf plan: III-5-1

Accusé de réception en préfecture
 021-212105159-20240626-DG27062024CM21-DE
 Date de télétransmission : 27/06/2024
 Date de réception préfecture : 27/06/2024



ECHELLE : sans - A4	DATE DE CREATION : 17/06/2024	REFERENCE :	DATE DE MODIFICATION :
Emprise au sol de la zone extérieure			
Commune de QUETIGNY			
Espace Francis MOULUN			
Croquis sans échelle			

Quetigny
Ville de QUETIGNY
Service Technique et Travaux
22 Bd de la Croix St Martin
21800 QUETIGNY
TEL : 03 80 48 28 60
FAX : 03 80 71 02 48

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM21-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Les cotations, superficie et emplacement de la zone
sont approximatifs.